

# Un lit sur cinq fermé à l'hôpital faute de soignants, selon une étude

Par [Wladimir Garcin-Berson](#)

Publié il y a 3 heures,

Mis à jour il y a 2 heures



Ces difficultés risquent de s'inscrire dans la durée, les recrutements étant «difficiles». *JEFF PACHOUD / AFP*

**«La situation est compliquée», reconnaît le ministre de la Santé Olivier Véran, en réaction à la publication de l'enquête menée par le président du Conseil scientifique, Jean-François Delfraissy.**

Dix-huit mois de crise sanitaire ont laissé l'hôpital au bord du gouffre. Dans un entretien accordé à *Libération*, le ministre des Solidarités et de la Santé souligne les difficultés rencontrées par les personnels aujourd'hui. Épuisés par de longs mois de mobilisation sans temps mort - les vagues de l'épidémie étant suivies de période de rattrapage intensif des opérations déprogrammées pour soulager les soignants -, un «*certain nombre*» de services sont aujourd'hui «*obligés de fermer temporairement, ou de réduire la voilure, faute de soignants*», admet Olivier Véran.

[À découvrir](#)

→ **Prime Macron 2021 : comment ça marche ?**

→ **Chèque énergie : tout savoir sur le dispositif d'aide qui concerne près de 5,8 millions de foyers**

Citée par nos confrères, une enquête menée par le président du Conseil scientifique, Jean-François Delfraissy, conclut qu'un lit sur cinq environ serait fermé aujourd'hui dans les CHU et CHR de l'Hexagone. Une situation due au manque de soignants dont pâtissent les établissements. *«L'absentéisme augmente [...]. On constate une hausse de près d'un tiers des postes vacants chez les paramédicaux par rapport à l'automne 2019. [...] Les démissions augmentent plus significativement entre 2020 et 2021 qu'entre 2019 et 2020»*, explique le ministre. La crise sanitaire a mis un coup terrible aux hôpitaux, laissant les personnels au bout du rouleau, et l'offre de soin en ressort fragilisée.

Et, ajoute le ministre, ces difficultés risquent de s'inscrire dans la durée, les recrutements étant *«difficiles»* : de nombreux étudiants infirmiers ont ainsi préféré démissionner, réduisant d'autant le vivier de candidats pour renforcer les équipes.

S'il défend l'efficacité du Ségur pour répondre aux préoccupations salariales de longue date des personnels, Olivier Véran reconnaît que le problème du recrutement et des conditions de travail est plus profond : *«je n'ai pas de médecins cachés dans le placard, ni des infirmières qui attendent dans une salle qu'on appuie sur un bouton pour les déployer dans les hôpitaux»*, prévient-il. Il ajoute vouloir renverser la tendance, en augmentant les effectifs d'étudiants infirmiers et médecins, une décision qui prendra du temps.

Pour répondre aux besoins immédiats, le ministre indique avoir demandé à Pôle emploi, *«dans des secteurs en tension, de repérer les soignants qui s'étaient inscrits en vue d'une reconversion professionnelle»* : ils seront reçus en entretien, *«en essayant de comprendre pourquoi ils s'en vont et leur proposer d'autres alternatives, d'autres manières d'exercer leurs métiers»*, déclare-t-il. *«Nous en avons fini avec le dogme de la fermeture de lits»*, ajoute Olivier Véran, alors que les dernières données montrent que la France a fermé 5758 lits en hospitalisation complète en 2020.

**À VOIR AUSSI** - Ehpad: Jean Castex annonce 10.000 soignants en plus d'ici 2025

## **Des inquiétudes remontées du terrain**

La fragilisation de l'hôpital par la crise sanitaire a récemment été soulignée par la Fédération hospitalière française. Lors d'un point presse, la semaine dernière, l'organisation a évoqué une situation *«compliquée»*, sur le plan humain, et des établissements *«sur la ligne de crête»*. Les responsables des hôpitaux rapportaient de réelles inquiétudes et de fortes *«tensions»*, face à des professionnels *«désabusés, fatigués»* et confrontés à une *«perte de sens»* globale.

Si certains s'inquiétaient d'une vague de démissions et de suspensions liées à l'obligation vaccinale désormais pleinement effective pour les soignants, cette mesure a eu des effets bien plus limités : mardi, le ministère indiquait que 5300 suspensions avaient été remontées du secteur sanitaire, et 2600 du secteur médico-social, sur les 53% des établissements ayant répondu à une enquête. Soit, en extrapolant, environ 15.000 personnels suspendus au total. Les données pour les soignants libéraux ne sont cependant pas encore connues, rendant le chiffre incomplet.